

DECISION N° - 392 ARMP/CRD DU 13 JUILLET 2011

PORTANT SUR LA DEMANDE DE RESILIATION DU MARCHÉ N°27/00/09/01/03-00/2009/00039 DU 08/02/2010 POUR LA REALISATION DE 200 FORAGES POSITIFS DANS LA REGION DU SAHEL (LOT 3), PASSE AVEC L'ENTREPRISE FORAGES BURKINABE.

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE RESILIATION**

- Vu le décret n°2009-849/PRES/PM/MEF du 24 décembre 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;*
- Vu le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;*
- Vu le décret n°2008-374/PRES/PM/MEF du 02 juillet 2008 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;*
- Vu la requête en date du 30 Mai 2011 du Directeur général des Ressources en Eau demandant la résiliation du marché ci-dessus cité ;*

Présidé par Monsieur Saga Joseph OUEDRAOGO, Vice-Président du Conseil de régulation de l'ARMP ;

En présence de :

- Monsieur Seydou SANFO ;
- Monsieur Yssoufou SAWADOGO ;
- Monsieur Noël Quentin ROUAMBA ;
- Monsieur Jean Luc ILBOUDO ;

Tous membres du Comité de règlement des différends ;

De Monsieur Modeste YAMEOGO de la Direction des affaires juridiques et du contentieux du Secrétariat permanent de l'ARMP ;

Et en présence des représentants des parties :

- Au titre de la Direction Générale des Ressources en Eau, Akiala BAGUIAWAN ;
- Au titre de l'entreprise FORAGES BURKINABE, Antoine BASSOLE, C. Remi MILLOGO et R. Rigobert NIKIEMA ;

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après :

SUR LA RECEVABILITE

Considérant que la requête du Directeur général des Ressources en Eau a été introduite conformément à l'article 141 et suivants du décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;

Qu'il convient de la déclarer recevable ;



SUR LES FAITS

Le Directeur Général des Ressources en Eau a introduit une demande de résiliation du marché suscité, passé avec l'entreprise FORAGES BURKINABE pour la réalisation de 200 forages positifs dans la région du Sahel (lot 3) ; que l'entreprise FORAGES BURKINABE, attributaire du marché n 27/00/09/01/03-00/2009/00039 du 08/02/2010 (lot 3) a été notifiée le 01 mars 2010 pour un délai d'exécution de douze (12) mois ; que les travaux ont effectivement démarré le 29 avril 2010 à la demande de l'entreprise mais suspendus le 20 juillet et repris le 01 décembre 2010 en raison de certaines difficultés ; que le délai d'exécution est consommé à plus de 86,8 % et seuls 50 forages positifs sur les 200 forages positifs prévus ont été réalisés soit un taux d'exécution de 40,9 % ; que malgré les mises en demeure et les multiples rappels et rencontres au sujet du rythme d'exécution des travaux, la situation ne s'est pas améliorée ; qu'il sollicite donc la résiliation du marché ;

AU FOND

Considérant que le marché ci-dessus cité demeure régi entre autres par les dispositions du décret n 2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;

Considérant que le Directeur Général des Ressources en Eau a adressé cinq (05) lettres de mise en demeure et d'avertissement à l'entreprise FORAGES BURKINABE respectivement le 28 avril , le 19 novembre , le 07 décembre 2010, le 23 février et le 26 mai 2011 ; que malgré les mises en demeure, les travaux connaissent un taux de réalisation de 40,9 % ;

Considérant que le CRD a noté que l'entreprise FORAGES BURKINABE est défaillante ;
Qu'il convient de statuer en conséquence ;

DECISION

-Qu'au regard de tout ce qui précède, le CRD marque son avis favorable pour la résiliation du marché marche n 27/00/09/01/03-00/2009/00039 du 08/02/2010 pour la réalisation de 200 forages positifs dans la région du sahel (lot 3), passé avec l'entreprise FORAGES BURKINABE ;

-Invite les parties à faire un état contradictoire des travaux réalisés ;

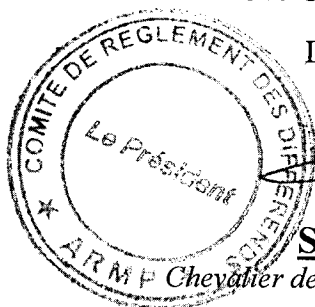
-Dit que l'acte de résiliation doit être notifié à l'entreprise FORAGES BURKINABE par l'autorité d'approbation avec amputation à l'ARMP et à la DGMP ;

-Dit que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation des marchés publics est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale des marchés publics la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 13 juillet 2011

Pour le Comité de règlement des différends

Le Vice-Président de l'ARMP



Saga Joseph OUEDRAOGO

Chevalier de l'ordre du mérite du commerce et de l'industrie